



# BTP: L'Etat rattrape son année blanche

• La commande publique s'élèvera à 42 milliards de DH en 2018

• Dernière ligne droite avant la signature du contrat-programme

• Les entreprises attendues sur la qualité de l'exécution

LA relance du BTP Expo après sept ans d'absence a donné du punch aux opérateurs d'un secteur en crise. De bonnes nouvelles ont été annoncées par Abdelkader Amara, ministre de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau, lors de la cérémonie d'inauguration de cet événement qui se poursuit jusqu'au 30 novembre

à Casablanca. «En 2018, la commande publique dédiée au BTP s'élèvera à 42 milliards de DH couvrant les secteurs routier, autoroutier, ferroviaire, maritime, portuaire ainsi que ceux de

plus que 2017. L'Etat se rattrape en augmentant la commande publique après une année presque blanche cumulant ainsi les budgets de 2017 et 2018. Reste à accélérer les paiements!

## Consortiums maroco-africains

LA 5e édition du salon BTP Expo a été marquée par la signature de deux conventions de partenariat avec le Bénin et la Côte d'Ivoire. L'objectif est de constituer des groupements maroco-africains pour faire face à une concurrence étrangère accrue au Maroc et en Afrique. «L'avenir du BTP en Afrique est très prometteur», soutient El Mouloudi Benhamane, président de la FNBTP. Cet événement vise ainsi à renforcer le partenariat avec les pays africains dans le secteur du BTP et à nouer de nouveaux contacts à travers des rencontres BtoB. Plus de 30 pays et 250 entreprises exposent au BTP Expo. Et plus de 100.000 visiteurs y sont attendus. □

l'eau, des équipements publics et de la sécurité routière», annonce le ministre de tutelle. D'ailleurs, le PLF 2018 prévoit un investissement public global de 195 milliards de DH, soit 5 milliards

Par ailleurs, l'an prochain connaîtra la poursuite du programme pour la lutte contre les disparités sociales et territoriales dans le monde rural. Un programme doté de 50 milliards de DH sur la période 2017-2023. Sur ce total, 30 milliards seront dédiés à l'aménagement et la réhabilitation des routes rurales de 30.000 km. Dans le détail, 22 milliards seront financés par le Fonds de développement rural et 8 milliards de DH par le ministère de tutelle.

La tutelle a tenu à préciser que le contrat-programme BTP et ingénierie est en cours de finalisation. «Le contrat-programme sera signé d'ici peu. Les ministères concernés y apportent les derniers ajustements», précise le ministre. Amara a également profité de cet événement qui rassemble les membres de la FNBTP, corporation qui revendique 80% de l'activité du secteur pour passer des messages forts: «Depuis mon arrivée à la tête de ce département, j'ai été gavé des problèmes du secteur: baisse de commande publique, concurrence étrangère, dumping, informel, retard de paiement, non-généralisation de la préférence nationale... Un climat d'incertitude plane depuis quelques années, malgré des éclaircies. Pour l'heure, il va falloir converger tous les efforts pour affronter les difficultés et les dépasser, comme l'a souligné le chef du gouvernement. C'est un signal fort de la dynamique qui est en train de se déclencher». Le ministre a appelé les opérateurs à conjuguer leurs efforts pour aller de l'avant et inscrire ce secteur dans un cycle de croissance positive. Surtout que les dernières années étaient difficiles pour le secteur qui est une locomotive de l'économie. Sur le défi de la qualité, le message de Abdelkader Amara était clair: «Cette vision se propose d'assurer une évolution fortement qualitative du secteur

de BTP. Le taux d'exécution doit être amélioré davantage». Dans ce contexte fortement concurrentiel, les entreprises doivent doubler d'effort pour s'imposer face à des entreprises étrangères (turques, chinoises...) qui ont placé la barre haute.

Ce recadrage du ministre de tutelle est venu en réponse à El Mouloudi Benhamane, président de la FNBTP, qui avait déclaré, dans son discours d'ouverture: «Nous avons besoin d'une nette visibilité de la part des pouvoirs publics. Nous implorons les décideurs pour encourager les entreprises à l'intérieur du pays et pour accompagner celles qui veulent percer en Europe et en Afrique». Et d'ajouter: «Nous insistons également sur l'application du principe de préférence nationale dans les appels d'offres, la reconnaissance du droit de réclamation des paiements ainsi que l'écoute et la réactivité».

Pour dépasser la morosité que vit le secteur actuellement, le contrat-programme tant attendu par la profession affiche des objectifs ambitieux. C'est la pierre angulaire d'une feuille de route pour le développement de l'ingénierie et l'entreprise nationale établie à l'horizon 2022.

Cette stratégie vise à permettre au secteur de contribuer au PIB à hauteur de 81 milliards de DH. Elle cible également la création de près de 1,2 million d'emplois, d'ici 2022. S'y ajoute une évolution annuelle de 3% pour la productivité apparente par employé et par année. La tutelle a également souligné que cette vision passe par l'amélioration de la compétitivité des entreprises du secteur et le renforcement de la contribution du secteur à l'économie à l'horizon 2022. Ce plan permettra aussi de créer des champions nationaux dans le domaine du bâtiment et travaux publics avec des participations de l'Etat et du secteur privé qui entraîneront dans leurs sillages les petites et moyennes entreprises. Abdelkader Amara a également évoqué la création d'un observatoire public qui se chargera de l'encadrement et la veille au respect des normes et principes de surveillance et des essais pratiqués par les opérateurs.

Pour rappel, le chef du gouvernement avait reçu les représentants de la FNBTP pour écouter leurs doléances et accélérer le processus de finalisation du contrat-programme. El Othmani a qualifié le secteur de stratégique et a insisté sur la nécessité d'un effort conjugué du secteur public et du privé pour sortir de cette impasse. □

Nadia DREF